

POLITIQUE

PIERRE PÉAN CONDAMNÉ

La plainte en diffamation du chef de l'État Ali Bongo Ondimba en France contre Pierre Péan a prospéré, avec la condamnation hier du journaliste-écrivain à une amende de 1000 euros (650 000 fcf) et 1 euro de dommages et intérêts. Son éditeur a écopé d'une peine identique, mais avec sursis.

Page 2

ECONOMIE

BOUYGUES FILE À L'ANGLAISE

C'est par visioconférence que les 260 employés de Bouygues Energies et Services ont appris la cessation des activités de leur entreprise au Gabon et la désignation d'un mandataire pour la liquidation des contrats. Mais les salariés s'opposent à cette décision.

Page 5

Photo : D.R.



Photo : F.A.

n° 12540 - Vendredi 6 Octobre 2017

42e année - 24 Pages - 400 Fcf

GABON MECA
LIBREVILLE - PORT-GENTIL - MOANDA

informe son aimable clientèle que pour **la Rentrée Scolaire** ses magasins libres-services de Libreville, Port-Gentil et Moanda seront ouverts tous les samedis non stop

de 9h00 à 17h00
du 2 septembre au 14 octobre 2017
inclus

GABON MECA
LA SOLUTION BUREAU

www.gabonmeca.com

Dans la limite des stocks disponibles et selon les tarifs en vigueur

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'union

www.lunion.ga



www.lunion.ga

SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63 . Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

FAIT DIVERS

SOLDATS BELGES ET FRANÇAIS S'ÉTRIPENT



Une bagarre entre soldats belges et français dans la nuit de vendredi au quartier Louis a fait trois blessés civils gabonais et la mise à sac d'un snack-bar.

Trois enquêtes ont été ouvertes par les autorités gabonaises, françaises et belges pour coups et blessures volontaires.

Page 9

SPORTS

LA SANCTION DE L'AMATEURISME



Pour avoir aligné deux joueurs non-qualifiés (Mario Lémina et Merlin Tandjigora) lors du match Gabon - Côte d'Ivoire le 2 septembre à Libreville, la Fégafoot

a été condamnée par la Fifa à lui verser plus de 3,5 millions de fcf (amende et frais). Une sanction qui aurait pu être évitée.

Page 13

FAIT DIVERS

UN EX-MILITAIRE AUX PORTES DE LA PRISON



Jéricho Ngadi Ngadi, ex-agent de la marine nationale révoqué en 2016 pour vol des voitures, est de nouveau dans le collimateur de la justice pour les mêmes faits. Il a été mis aux arrêts par la

PJ après avoir dérobé trois Toyota Rav 4, à l'aide d'une clé passe-partout.

Page 10

POLITIQUE

Qui pour remplacer Salomon Cabinda à Owendo ?

Page 2

FAIT DIVERS

En prison pour vente illicite de médicaments

Page 10

SOCIÉTÉ

La Journée mondiale de l'enseignant sous silence

Page 6

Hausse des droits universitaires

LE GOUVERNEMENT RECULE



Photo : Gaston Ngoubili

L'arrêté controversé portant augmentation des droits universitaires, signé de Denise Mekam'ne, alors ministre d'Etat en charge de l'Enseignement supérieur, vient d'être annulé par son successeur Guy-Bertrand Mapangou, laissant ainsi la latitude aux chefs d'établissements de fixer les nouveaux taux, conformément à la loi. Si ces derniers ont consenti une légère baisse (35 000 frs en Licence, 60 000 f en Master et 80 000 f en Doctorat), l'Union des mutuelles estudiantines du Gabon (Umeg) rejette cependant ces montants.

Page 7

Pour moi quoi...

"Le devoir pour un gouvernement est de maintenir l'Etat de droit. Cela peut entraîner l'utilisation proportionnelle de la force". Celui qui lâche cette phrase surprenante n'est pas n'importe quel député du Parlement européen. Il révèle parfaitement la notion de l'Etat et de la démocratie qu'on se fait au sein de cette Chambre de l'Union européenne. Chez nous à l'Union africaine, les choses sont claires pour éviter toutes sortes de confusion. C'est la "non-immixtion dans les affaires intérieures des États". Au nom de ce principe, doit-on pour autant l'éviter ? Non, le monde étant un village planétaire, on ne peut rester insensible face aux événements qui se passent ailleurs. Surtout quand ce sont des pays amis qui sont menacés d'éclatement ou de balkanisation. Mais, passons...

Seulement voilà, il faut avouer que dans ce discours-là sur la Catalogne, on se perd en conjecture, avec la position adoptée par l'Union européenne. Notamment de l'un de ses députés. Une position qui n'a pas choqué alors que l'autorité justifie l'usage de la force "proportionnelle" pour sauver l'état central, la démocratie. Bizarre. Bizarre quand on sait que les mêmes n'ont pas hésité à utiliser la force des armes pour balkaniser la Fédération de Yougoslavie, et à tomber à bras raccourcis sur les régimes d'Afrique qui, pour rétablir l'ordre et la paix, utilisent cette "force" qu'ils conseillent.

En tout cas, on comprend aisément cette recommandation à géométrie variable selon qu'on soit à l'Ouest, à l'Est ou au Sud. Et pourtant le droit est universel quoi...

... Makaya